



Lia-Line Goutti
Raphaël Péquignot

Note

Objet : plan « Internet Plus »

Résumé : annoncé lors du discours de politique générale de Li Keqiang devant l'Assemblée du Peuple en mars 2015 puis validé par le Conseil des Affaires de l'Etat le 1^{er} juillet 2015 et rendu public le 04 juillet, le plan « Internet Plus » vise à renforcer l'intégration de l'Internet dans les secteurs économiques : alors que le pays peut se prévaloir de grands champions nationaux dans le secteur de l'Internet, l'utilisation des outils numériques par les acteurs économiques reste faible. Le plan consacre deux grandes orientations : i) l'utilisation des outils Internet pour renforcer les liens entre la production et la commercialisation, accroître la productivité et stimuler la consommation ; ii) le développement de nouveaux secteurs économiques, autour des big data et des objets intelligents. Pour atteindre ces objectifs, le plan prévoit deux angles d'action pour les autorités publiques : i) renforcer les infrastructures de l'Internet et la maîtrise des technologies clés, le taux de pénétration de l'Internet sur le territoire étant encore inférieur à 50 % ; ii) se doter d'un cadre réglementaire adapté, permettant un meilleur accès des entreprises de l'Internet aux industries traditionnelles tout en encadrant le développement du secteur. « Internet Plus » s'inscrit comme l'une des premières applications du plan « Made in China 2025 », dévoilé en mai 2015, dont un des objectifs centraux est « l'intégration des technologies de l'information dans les processus de production ». En outre, si « Internet Plus » comporte une première échéance fixée en 2018, sa réalisation complète est prévue à l'horizon 2025, démontrant la cohérence des deux plans.

Reprenant le constat d'une utilisation insuffisante des outils numériques dans les entreprises déjà évoqué dans le plan décennal « Made in China 2025 »¹, « Internet Plus » veut miser sur le secteur de l'Internet chinois – perçu comme un « avantage comparatif » du pays² – pour trouver de nouveaux relais de croissance et accompagner la montée en gamme de l'économie chinoise.

I. Deux grandes orientations ressortent du plan « Internet Plus »

a. Renforcer les liens entre la production et la commercialisation via les outils numériques

L'intégration des entreprises de l'Internet et des acteurs économiques traditionnels est l'axe central du plan « Internet Plus »³, se déclinant autour de l'optimisation de la structure de production et de l'amélioration de la qualité des services. La mise en réseau des acteurs économiques via des plateformes en ligne dédiées au partage d'informations sur le marché, au sourcing ou au recrutement, constitue ainsi le principal objectif pour les secteurs primaire et secondaire.

Dans cette optique, la généralisation de l'usage du *cloud computing* dans les entreprises et les administrations, afin de favoriser la circulation des informations, est l'une des priorités du plan. Le commerce en ligne est également décrit comme un outil clé pour renforcer les liens entre la production et la commercialisation – fin 2014, à peine 24,7 % et 22,8 % des entreprises avaient réalisé des ventes et des achats en ligne respectivement, 17 % d'entre elles possédant une boutique sur une plateforme de commerce électronique. Le plan « Internet Plus » réitère la volonté déjà manifestée à plusieurs reprises par les pouvoirs publics de développer le commerce électronique en zone rurale, notamment par la mise en place de zones pilotes pour le commerce en ligne de produits frais. Cet objectif a fait l'objet d'un plan spécifique rendu public par le Mofcom dès le mois de mai⁴, qui prévoit la création de 200 districts ruraux modèles pour le commerce électronique. En parallèle, le plan promeut l'élargissement de l'offre de services O2O (online-to-offline), secteur qui enregistre actuellement une forte croissance (+42,8 % g.a en 2014) et qui est perçu comme un levier prometteur pour le développement du tertiaire en Chine.

¹ Cf, « Made in China 2025 », note SER à Pékin, 5 juin 2015

² 11 occurrences.

³ 36 occurrences du terme « intégration » dans le document.

⁴ Plan d'action « Internet + distribution », publié par le ministère du Commerce le 15 mai 2015.

b. Développer de nouveaux secteurs économiques, autour des big data et des objets intelligents

Au-delà de passerelles plus nombreuses entre les industries traditionnelles et les entreprises du numérique, « Internet Plus » promeut un nouveau modèle économique, basé sur des partenariats autour de la valorisation (monétaire) des big data. Ces données, collectées par les entreprises de l'Internet, sont vues comme fondamentales dans la transition vers un modèle productif tiré par la « demande », améliorant la connaissance du marché par les acteurs économiques des secteurs traditionnels et devant permettre l'identification de marchés de niche comme le passage à des méthodes marketing plus ciblées. Le plan encourage l'utilisation des big data dans le domaine des services financiers, enjoignant vivement les entreprises de l'Internet à partager les données recueillies sur les utilisateurs avec les sociétés d'assurance, afin d'affiner l'évaluation des risques-clients⁵. Les entreprises du secteur de l'Internet sont du reste poussées à développer leur propre offre de services financiers⁶, notamment à destination des PME et des entreprises innovantes, en s'appuyant sur leur appréhension du marché.

La convergence entre les entreprises de l'Internet et les secteurs traditionnels doit enfin s'opérer sur le plan technologique, « Internet Plus » ambitionnant de faire de la Chine l'un des leaders mondiaux des objets intelligents. La mutualisation des ressources est ainsi vivement encouragée afin de générer des innovations dans le secteur de « l'Internet des objets » ou encore de la robotique. « Internet Plus » invite les entreprises de l'Internet à nouer des partenariats dans les domaines des équipements domestiques, des dispositifs de sécurité et de l'automobile, de nombreuses initiatives existant déjà dans ce dernier secteur, notamment entre Baidu et Audi, Alibaba et SAIC ou encore Didi Kuaidi et BAIC.

II. Principaux angles d'action pour les autorités publiques

La mise en œuvre du plan « Internet Plus » passe par un certain nombre de mesures facilitatrices ou d'encadrement dévolues aux administrations concernées⁷, sous la supervision d'une Commission interministérielle ad hoc. L'action des pouvoirs publics se décline en deux axes : a) le renforcement des infrastructures de l'Internet et la maîtrise des technologies clés ; b) la création d'un cadre réglementaire adapté, permettant un meilleur accès des entreprises de l'Internet aux industries traditionnelles tout en encadrant le développement du secteur.

a) Le renforcement des infrastructures de l'Internet et la maîtrise des technologies clés

Malgré un développement rapide de l'Internet au cours de la dernière décennie, la Chine connaît un taux de pénétration actuellement inférieur à 50 % et une situation de fracture numérique, caractérisée par une connectivité plus élevée dans les provinces de l'Est et en milieu urbain⁸. Le plan « Internet Plus » entend favoriser l'Internet pour tous, prévoyant le développement conjoint des réseaux haut débit terrestre (taux de pénétration de 70 %) et mobile (85 %) à l'horizon 2020. Il n'innove toutefois pas sur ces objectifs, reprenant les cibles fixées en 2013 par le Conseil des affaires d'Etat dans la stratégie « Chine Haut Débit »⁹. En parallèle, il réaffirme la volonté de développer les réseaux à base satellitaire, ambition passant une extension mondiale du système Beidou.

« Internet Plus » réitère l'objectif déjà cité dans le plan « Made in China 2025 » de maîtrise autonome des technologies clés dans l'industrie des TIC (semi-conducteurs¹⁰, serveurs de pointe, supports de stockage, bases de données, intergiciels, logiciels de cloud computing et pour l'industrie). La sécurité des systèmes d'information doit faire l'objet d'un projet national, afin que la Chine puisse compter sur des logiciels développés nationalement¹¹ : en ce sens, le plan s'inscrit dans la tendance actuelle en Chine

⁵ La plateforme de commerce en ligne JD.com et l'entreprise américaine de crédit Zest Finance ont ainsi établi un partenariat autour de l'utilisation des big data pour l'évaluation-crédit en juillet 2015.

⁶ Tencent et Alibaba ont respectivement créé les banques en ligne WeBank et MYBank début 2015.

⁷ Bureau des affaires numériques du Conseil des Affaires de l'Etat, NDRC, MIIT, SAIC, AQSIQ, Bureau des affaires législatives, MOF, MOFCOM, MSS, MOFA, Bureau des affaires fiscales, MOHRSS, MOE, MOST

⁸ Cf, « Principales données statistiques sur l'Internet en Chine », note SER à Pékin, juillet 2015.

⁹ Stratégie « Chine Haut Débit » publiée par le Conseil des Affaires de l'Etat en août 2013.

¹⁰ CF, note « Eléments de contexte sur le marché des semi-conducteurs en Chine », SER à Pékin, mars 2015.

¹¹ Les annonces du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (mai 2015) au sujet du prochain plan quinquennal (2016-2020) pour le secteur du logiciel présagent de nouvelles barrières à l'accès au marché pour les producteurs étrangers, les administrations chinoises entendant privilégier l'achat auprès d'entreprises nationales pour raisons de sécurité.

illustrée par la nouvelle « Loi sur la cybersécurité »¹², qui promeut la « souveraineté sur l'espace numérique national ». Afin de développer la maîtrise de technologies clés, le plan « Internet Plus » reprend des recettes déjà éprouvées par les divers plans pour l'innovation : réforme du système universitaire, programmes de recrutement de talents étrangers, coopérations scientifiques avec les laboratoires internationaux, établissement de centres de R&D spécialisés. « Internet Plus » comporte également un volet de formation du public aux outils numériques, avec une priorité pour les cadres d'entreprises, dont le financement sera en partie assumé par les pouvoirs publics.

b) La création d'un cadre réglementaire adapté

D'un point de vue réglementaire, plusieurs priorités ont été identifiées pour encadrer le développement du secteur de l'Internet. **Le premier mouvement va dans le sens d'une ouverture des industries traditionnelles aux entreprises de l'Internet, en flexibilisant notamment l'accès au marché dans des secteurs dominés par les entreprises d'Etat.** Une liste des facteurs négatifs susceptibles d'interférer dans l'intégration des outils numériques dans chaque secteur doit être établie. « Internet Plus » rappelle en outre l'ouverture graduelle du marché des télécoms à la concurrence.

Le second mouvement porte sur la protection de la propriété intellectuelle sur Internet – la création d'une alliance « Internet Plus » sur le sujet est annoncée – afin de lutter contre la contrefaçon en ligne et d'aider les entreprises à mieux valoriser leurs innovations. Dans un même temps, l'open source, l'innovation publique et l'open innovation sont vivement encouragés. Le législateur chinois est enfin appelé à **encadrer l'exploitation des données par les entreprises**, problématique au cœur du projet « Internet Plus ». Si le plan encourage sans ambiguïté le partage et la commercialisation des données (sans considération particulière pour la protection des informations personnelles), un travail législatif est toutefois annoncé pour définir les conditions de publication des données, en particulier provenant des administrations publiques. L'impératif de **lutte contre les comportements monopolistiques** dans le secteur Internet est enfin rappelé.

L'étude du plan « Internet Plus » met en lumière la place accordée aux acteurs privés. Les entreprises de l'Internet sont en effet en première ligne pour sa mise en œuvre, se voyant même accorder un rôle dans la réalisation voire l'optimisation de « services publics »¹³. Parmi ces missions de service public dévolues aux entreprises de l'Internet apparaissent ainsi l'élaboration d'un **système de traçabilité des produits** – enjeu qui touche à la sécurité alimentaire et à la protection du consommateur -, l'élargissement des **ventes en ligne de médicaments et l'offre de services médicaux sur Internet** (pour améliorer l'accès aux soins) ou encore le partage de ressources éducatives. Les administrations sont également incitées à se tourner davantage vers les acteurs du secteur pour améliorer leur communication vis-à-vis du public. Ce rôle accordé aux entreprises résulte de **l'influence majeure jouée par le groupe Tencent dans la tonalité du plan** : son PDG **Ma Huateng est un des principaux inspirateurs d'« Internet Plus »**, auquel il a consacré un discours devant l'Assemblée nationale du Peuple en mars 2015¹⁴, deux jours en amont du discours de politique générale du Premier ministre Li Keqiang.

Sur le plan intérieur, « Internet Plus » rejoint les grandes orientations macroéconomiques chinoises de stimulation de la consommation intérieure et d'accroissement de la part des services dans le PIB national. Egalement, à l'image de « Made in China 2025 », le plan intègre un volet international, portant moins sur l'importation de technologies et l'entrée de capitaux étrangers, que sur **le développement des entreprises chinoises de l'Internet sur les marchés internationaux.** Ces entreprises sont ainsi enjointes à participer activement aux grandes initiatives nationales (*Routes de la Soie*) et à développer leur portefeuille client à l'étranger. **Les pouvoirs publics entendent renforcer leur soutien aux entreprises sur les marchés étrangers** (conseil, aide juridique, services fiscaux), **tout en s'appuyant sur elles pour exporter les standards et normes chinoises à l'international.**

¹² Une version préliminaire du texte de loi a été rendue publique le 6 juillet 2015.

¹³ 25 occurrences du terme « service public » dans le document.

¹⁴ Discours intitulé « *Fondements des propositions pour stimuler le développement économique et l'innovation via Internet Plus* ». Ma Huateng indique en introduction d'un ouvrage publié « *Internet + : feuille de route pour une stratégie nationale* » que ce concept est né en 2013 de discussions avec Jack Ma, fondateur d'Alibaba, et Ma Mingzhe, PDG de Ping An Insurance.